

L'ajournement

M. Ralph Ferguson (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur le Président, dans le laps de temps très bref que j'ai, je tiens à signaler que dans ma circonscription, nous avons insufflé une certaine fierté aux autochtones. Vendredi dernier, nous avons inauguré un nouveau centre administratif culturel construit par les autochtones, avec l'aide du programme RELAIS du gouvernement du Canada. Nous avons inauguré un nouveau petit centre communautaire, également construit par des autochtones, il y a un peu plus d'un an. Une partie des meubles de cet édifice ont été fournis par une menuiserie autochtone située dans une autre réserve voisine. Les conseils de bandes de ma circonscription ont fait bien des progrès et ils participent aux décisions quotidiennes qui influencent leur vie. Ils ont fait bien du chemin. Ils ont acquis un certain sens de fierté qui est indispensable à notre époque.

[Français]

M. le vice-président: A l'ordre! L'heure réservée à l'étude des initiatives parlementaires est maintenant écoulée.

• (1800)

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 45 du Règlement.

LE COMMERCE INTERNATIONAL—LES EFFETS DES IMPORTATIONS DE VÊTEMENTS ET DE TEXTILES. B) ON DEMANDE AU MINISTRE DE CONVOQUER LES REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, le ministre n'a pas répondu du tout à la question que je lui avais posée il y a quelques semaines. Il a parlé des conséquences qu'auraient les importations de bœuf au lieu de nous parler des importations de vêtements. Cela nous donne une idée du peu de cas que fait le cabinet de la situation très grave qui règne actuellement dans l'industrie du vêtement au Canada.

Il y a environ trois ans, le gouvernement avait pour motif politique de laisser tomber les perdants comme les fabricants de vêtements, de textiles et de chaussures, et de miser plutôt sur les gagnants, d'investir dans les mégaprojets et les industries hautement technologiques. Or, à peine quelques mois plus tard, les mégaprojets sont tombés à l'eau justement parce que le cours du pétrole était tombé et les industries hautement technologiques sont disparues comme par enchantement, des industries qui n'auraient fourni de toute façon pas beaucoup d'emplois. Le gouvernement pratiquait donc alors une politique de chômage galopant et chronique. Il a remporté un succès foudroyant qui a dû drôlement plaire à ceux qui considèrent que le chômage est un excellent moyen de stabiliser les salaires, voire de les réduire, le cas échéant.

Le gouvernement a donc décidé d'accroître les importations de vêtements. C'est la politique qu'il pratique depuis trois ans puisque les importations dans ce domaine ont augmenté au rythme de 20 ou 25 p. 100 par année. C'est surtout des pays à bas salaires, de moins de \$1 l'heure, que les importations de vêtements ont augmenté. Le gouvernement s'en est pris aux travailleurs qui veulent plus de \$1 l'heure. Et pourtant rien ne prouve, comme l'assure le gouvernement, que les importations de pays qui paient mal leurs ouvriers soient avantageuses pour

nos consommateurs, ne serait-ce que parce que les travailleurs canadiens, surtout lorsqu'ils ont épuisé leurs prestations d'assurance-chômage, n'ont pas les moyens de consommer grand-chose. Au demeurant, ces articles ne se vendent pas beaucoup moins cher que nos propres produits.

Il y a trois ans, le gouvernement s'est donné un nouveau plan de relance dans ce domaine. Il a institué l'Office canadien pour un renouveau industriel qui était chargé de moderniser toute l'industrie du vêtement et du textile. On a beau chercher, on ne voit pas du tout ce que cet organisme a fait en matière d'emplois. Mieux, l'Office ne compte aucun fabricant de vêtements, de textiles ou de chaussures parmi ses membres. Cet organisme est surtout formé d'un groupe de financiers, de fonctionnaires, dont certains ont une expérience des banques, de deux ou trois industriels du secteur de la métallurgie, de deux ou trois représentants syndicaux et d'un ancien représentant d'une association de consommateurs. On ne sait trop ce qu'il a accompli pour les industries du vêtement et du textile car les rapports sur les subventions qu'il a consenties aux diverses entreprises sont fragmentaires et il n'y a pas eu de rapports provisoires concernant les résultats obtenus grâce à ces subventions.

Il y a presque un an la création d'un groupe de travail a été promise. Celui-ci a finalement été mis sur pied en février. Nous n'avons encore rien entendu de ce que le groupe de travail va recommander. On peut supposer que le groupe de travail a été formé pour reléguer la question aux oubliettes jusqu'au lendemain des prochaines élections.

• (1805)

En mai, le ministre du Commerce international (M. Regan), interrogé par le député de Welland (M. Parent), a avoué que depuis quelques années la prolifération des sources d'où proviennent différents types de textiles pose un problème. Il nous a donné l'assurance que ses collaborateurs concluaient avec tous les pays exportateurs des ententes satisfaisantes, selon lui. Je puis vous dire, monsieur le Président, qu'aux yeux des manufacturiers de Spadina et d'ailleurs, dont certains ont abandonné les affaires à cause du climat d'incertitude qu'engendre la politique du gouvernement, ces ententes sont loin d'être satisfaisantes, et qu'elles ne le sont pas non plus pour les syndicats.

Il y a deux semaines, le premier ministre suppléant a pris la question à la blague et il n'a pas voulu faire de différence entre le vêtement et la viande. Il nous faut repartir à zéro dans l'élaboration de notre politique. Il faut considérer ce que cela peut valoir de produire ici, autant que possible, ce dont nous avons besoin, comme le vêtement, et de procurer aux Canadiens des emplois pour lesquels ils sont compétents. A une certaine époque, nous avions au moins 200,000 travailleurs compétents dans les secteurs du textile et du vêtement. Ce chiffre est maintenant tombé à 150,000 ou moins. Beaucoup de ces travailleurs sont encore à pied. Nous pouvons compter sur une main-d'œuvre qualifiée. Nous avons les matières premières et les marchés. Nous devrions favoriser l'essor de cette industrie au lieu de la saper progressivement comme le fait le gouvernement.